

AFFAIRE OPPOSANT CHANI MEDJDOUB À ALGÉRIE TÉLÉCOM

La Cour suprême casse et renvoie

La Cour suprême casse et renvoie. C'est le verdict prononcé jeudi passé par la 5^e chambre criminelle relevant de cette haute juridiction dans l'affaire opposant l'homme d'affaires Chani Medjdoub à Algérie Télécom. L'affaire sera rejugée lors d'un procès qui aura lieu au niveau de la cour d'Alger.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le dernier épisode en date de cette affaire remonte à plus d'une année, soit lors de son jugement en appel au niveau de la Cour suprême. Le verdict prononcé en appel a confirmé les peines prononcées en première instance à l'exception des condamnations prononcées à l'encontre des équipementiers chinois spécialisés dans les télécommunications, en l'occurrence Huawei et ZTE.

En première instance, le pôle judiciaire spécialisé du Centre (tribunal de Sidi M'hamed) avait reconnu coupables de «corruption et de blanchiment d'argent» Mohamed Boukhari et Chani Medjdoub. Ces derniers ont été condamnés à une peine de 18 années de prison ferme et une amende de 5 millions de dinars chacun. Le juge avait également confirmé l'émission d'un mandat d'arrêt international à l'encontre de Dong Tao, Chen Zhibo et Xiao

Chuhfa, les responsables des deux entreprises chinoises. Tous les trois ont été condamnés par défaut à 10 années de prison pour corruption.

Les entreprises ZTE Algérie et Huawei Algérie, citées en qualité de personnes morales, ont été condamnées à une amende de 3 millions de dinars et à une interdiction de soumissionner à un marché public d'une durée de deux années. Ce n'était qu'en appel que les deux entreprises ont été blanchies, contrairement aux deux mis en cause qui avaient été condamnés à de très lourdes peines.

Pour rappel, lors du procès en appel qui s'est tenu le 21 novembre 2012, l'accusation avait requis des peines plus lourdes qu'en première instance. En effet, le ministère public avait requis une peine de 20 ans de réclusion criminelle, assortie d'une amende de 8 millions de dinars à l'encontre des deux principaux accusés,

Mohamed Boukhari et Chani Medjdoub, respectivement ex-cadre d'Algérie Télécom et homme d'affaires. Le procureur de la République avait aussi requis dix années de prison ferme assortie d'une amende d'un million de dinars contre trois cadres des sociétés chinoises suscitées.

Messieurs Dong Tao, Chen Zhibo et Xiao Chuhfa, actuellement en fuite, font l'objet d'un mandat d'arrêt international. Cela dit, le fait marquant du procès en appel était incontestablement les graves accusations portées à l'encontre de la banque Nataxis. Cette dernière, selon la défense, a joué un rôle trouble dans cette affaire.

L'autre fait ayant marqué le procès en appel porte sur les propos tenus par l'un des mis en cause dans cette affaire, lors de son passage à la barre. Mohamed Boukhari, qui avait reconnu devant le juge avoir effectivement perçu de l'argent dans le cadre de transactions commerciales conclues par Algérie Télécom avec les deux sociétés chinoises, ZTE Algérie et Huawei Algérie, avait déclaré : «J'étais à l'époque chargé de la communication et donc je n'avais pas le pouvoir d'influer sur le pro-



Photos : Samir Sid

Le jugement a été rendu, par la Cour suprême, il y a une année.

cessus d'attributions de marchés». «Au début, j'avais refusé catégoriquement de percevoir de l'argent, puis j'ai fini par accepter, l'argent ne provenant pas des caisses d'Algérie Télécom ou de toute autre institution publique», a-t-il avoué. Il est à noter que lors de l'instruction, il a été révélé que Mohamed Boukhari et Chani Medjdoub avaient perçu des «pots-de-vin à l'étranger (Luxembourg), en relation avec

des transactions douteuses (en matière de télécommunications et d'internet) conclues par Algérie Télécom et les deux sociétés chinoises». ZTE Algérie et Huawei Algérie avaient versé en contrepartie de ces transactions, des «commissions» au profit de deux sociétés de consulting appartenant à Boukhari et Chani dans des comptes offshore, ouverts au Luxembourg.

A. B.

LE PARTENARIAT AVEC LE FNI LUI OFFRE DES PERSPECTIVES NOUVELLES

Djezzy lance une offensive

Détenu, désormais, à 51% et avec droit de veto par le Fonds national d'investissement (FNI), l'opérateur de téléphonie mobile Djezzy entend rester le leader du marché. Des accords sur le partage des réseaux sont en cours de discussions entre Djezzy et les autres opérateurs de téléphonie, fixe et mobile.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Moteur de la démocratisation du mobile en Algérie, Djezzy entend rester le leader du marché. C'est ce que le président exécutif de Djezzy, Vincenzo Nesci, a assuré hier au Musée national d'art moderne et contemporain (le

Mama) à Alger, où la nouvelle identité visuelle de la société a été dévoilée.

«Nous avons l'intention d'être le leader que nous avons toujours été», dira le président de Djezzy, se prévalant d'un nombre d'abonnés de l'ordre de 18 millions et qui ne manquera pas d'ironiser sur «la multiplication des n°1», du marché de la téléphonie mobile de troisième génération.

Engagée tardivement dans la commercialisation des services de la 3G, Djezzy entend néanmoins maintenir sa position et développer de nouvelles perspectives. Ce que le partenariat public-privé engagé avec le Fonds national d'investissement (FNI), une institution financière publique permettra justement, estimera Vincenzo Nesci.

Détenant, désormais, 51% du capital de Djezzy, le FNI sera représenté au sein du conseil d'administration de l'opérateur, reconfiguré en deux nouvelles sociétés (Optimum et Omnium Télécom).

Des représentants qui pourront certes «exercer un droit de veto» sur certaines décisions, concédera le président exécutif qui a assuré, néanmoins, que même si l'entreprise sera publique, «la mentalité» sera toutefois privée, vouée à la recherche du «profit» et que la prise de décision sera consensuelle et transparente. En ce sens, il affirmera que «Djezzy a été tou-

jours algérienne, ancrée dans la réalité algérienne».

Selon Vincenzo Nesci, le partenariat public-privé permettra ainsi à Djezzy de développer «une force», une «stratégie de frappe», en somme d'être davantage offensif. Ainsi, il considérera que Djezzy «va profiter de ce mariage (avec le FNI) pour augmenter sa présence dans certaines sociétés dont la clientèle est réservée à d'autres opérateurs».

En d'autres termes, Djezzy entend élargir sa clientèle-cible à celle du secteur public, une compétition avec l'autre opérateur

public (Mobilis) étant certainement attendue dans la mesure où le discours de Vincenzo Nesci n'a pas été éluusif. Offensive, Djezzy entend également l'être concernant le partage des réseaux. A ce propos, le président exécutif a indiqué que son entreprise discute actuellement avec les opérateurs, fixe et mobile, sur cette question des réseaux qui relève d'une «exigence économique». En dépit de la difficulté de «vaincre la résistance au partage», Vincenzo Nesci escompte l'aboutissement des discussions.

C. B.

1 MILLION 200 000 LOGEMENTS NE SONT PAS AUX NORMES URBANISTIQUES

L'Algérie importe des matériaux pour construire n'importe comment

Le président du collège des experts architectes, Abdelhamid Boudaoud, regrette que l'Algérie importe annuellement près de quatre milliards de dollars de matériaux de construction pour bâtir n'importe comment.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Invité au forum du quotidien *DK News*, le président du Collège des experts architectes, Abdelhamid Boudaoud, a abordé hier, à Alger, la loi n° 8-15 fixant les règles de mise en conformité des constructions et de leur achèvement.

Une initiative lancée en 2009, et qui devait aboutir à la mise en conformité de 1 million 200 000 constructions, dans un délai de

cinq ans. Il s'agit, en effet, du nombre d'unités qui n'étaient pas aux normes urbanistiques, jusqu'à l'année 2008.

De l'aveu de Abdelhamid Boudaoud, l'opération n'a pas abouti et même le nombre des constructions hors normes urbanistiques peut avoir été revu à la hausse depuis. Pourtant, la loi portant organisation de la ville élaborée en 2006 est claire et détermine tous les détails y afférents. «Les textes sont bons.

C'est l'application qui pose problème. Tout le monde est complice», souligne-t-il. Il s'interroge, d'ailleurs, sur le rôle de l'administration : «Des maîtres d'ouvrages paient un architecte pour l'élaboration d'un plan, mais une fois qu'ils l'ont, ils le jettent et construisent n'importe comment... De même

pour les particuliers qui, eux, ne recourent même pas à un architecte pour construire une bâtisse. Où est l'administration ?»

Toujours dans le même chapitre, il cite un autre exemple : «Dans plusieurs régions, un permis de construire pour un R+1 sur une surface de 120 m² est utilisé pour la construction de 300 m² sur trois étages. C'est dire qu'il n'y a aucun contrôle. Les rapports entre l'administration et les citoyens sont rompus, et par conséquent, il n'y a aucun suivi». Mais le plus regrettable aux yeux du président du Collège des experts architectes est que l'Algérie consacre un budget énorme pour l'importation de matériaux de construction, soit près de 4 milliards de dollars en 2014, pour aboutir à ce résultat.

M. M.

Djezzy lance l'e-payment

Djezzy lance le paiement des factures via Internet. Plus besoin de se déplacer, les détenteurs de cartes interbancaires peuvent régler en ligne leurs factures. Ce qui offre plus de simplicité et de confort, davantage de traçabilité et de sécurisation des transactions bancaires...

C. B.

Les offres les plus généreuses en Algérie

L'opérateur de téléphonie mobile Djezzy a lancé récemment des offres en pré et post-payé, avec accès à la 3G, considérées comme «les plus généreuses en Algérie». Il s'agit des produits Go, profite au maximum, et Good, dans le pré-payé, Line dans le post-payé et Business Infinity pour les entreprises. Des offres avec bonus, des souscriptions illimitées et des accès sans limites à Internet, voire gratuitement pour certains sites et applications.

C. B.

Play, un logo d'avenir

Djezzy s'offre une nouvelle identité visuelle pour souhaiter bienvenue à l'avenir. Au format Play en rouge, voulu refléter une image plus convaincante, plus rafraîchie et positive, le nouveau logo est appelé à projeter l'entreprise dans le futur, le client dans de nouvelles expériences technologiques et digitales. Une manière pour Djezzy de réaffirmer ses engagements envers ses clients, sa notoriété et sa position sur le marché algérien.

C. B.